

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200051225-20251209-DEL\_444\_5Approb-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Publication : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



## Avis sur le projet de SCoT du Pays Lédonien

20 juin 2025

1. Le SAGE .....	4
2. État Initial de l'Environnement (EIE) .....	4
3. Évaluation environnementale .....	5
4. Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) .....	5
5. Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) .....	6

Le Syndicat de la Rivière d'Ain Aval et de ses Affluents (SR3A) est l'Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE) en charge de la partie aval du bassin-versant de l'Ain à partir du pied du barrage de Coiselet. Son territoire couvre près de 50 % du bassin-versant total de la rivière d'Ain, en intégrant les cours d'eau et les zones humides des bassins du Suran, de l'Albarine, du Lange-Oignin, de la Basse Vallée de l'Ain, ainsi que des affluents directs du fleuve Rhône, soit environ 1 700 km<sup>2</sup>, 1 300 km de cours d'eau et 80 km<sup>2</sup> de zones humides. Les milieux aquatiques sur ce territoire présentent une grande diversité, des plateaux calcaires à la plaine alluviale en passant par des secteurs de gorges. Ces milieux présentent des enjeux importants en termes de patrimoine naturel, mais aussi d'usages.

Le Syndicat de la Rivière d'Ain Aval et de ses Affluents (SR3A) est en charge :

- de la gestion des milieux aquatiques, de la biodiversité et de la ressource en eau,
- de la prévention des inondations,

au service de l'intérêt général du territoire et de ses habitants.

Les 7 intercommunalités à fiscalité propre présentes sur le territoire ont transféré au SR3A leurs compétences GEMAPI et les missions complémentaires sur son périmètre. Une seule de ces intercommunalités est intégralement située à l'intérieur de ce périmètre, 2 des 6 autres ont une part importante de leurs surfaces au sein du bassin-versant.

Le comité syndical, composé de 37 élus des intercommunalités membres, administre le syndicat, valide les orientations générales, approuve et suit les projets. Le bureau prépare les décisions du comité syndical.

Au total, 142 communes sont situées sur le périmètre, représentant environ 162 500 habitants répartis sur les départements de l'Ain et le Jura.

Sur l'ensemble de son territoire de compétence, le SR3A s'attache à apporter un appui technique aux élus afin de faciliter la prise en compte des enjeux liés à l'eau, aux milieux aquatiques et à la biodiversité. C'est à ce titre qu'il s'implique dans l'élaboration des documents d'urbanisme, outils clé pour un aménagement durable préservant les ressources naturelles.

À la lecture du projet du SCoT du Pays Lédonien, voici les remarques que le Syndicat de la Rivière d'Ain Aval et de ses Affluents (SR3A) émet pour permettre une meilleure prise en compte des enjeux.

## 1. Le SAGE

Le SAGE Ain Aval et Affluents, dont le périmètre a été délimité par arrêté inter-préfectoral le 15 novembre 2024, couvre l'intégralité du périmètre SR3A. Il est en phase d'instruction (mise en place de la Commission Locale de l'Eau (CLE), instance de gouvernance du SAGE).

Une fois ce SAGE approuvé et publié, le SCoT du Pays Lédonien disposera alors d'un délai de 3 ans maximum pour se mettre en compatibilité avec les objectifs définis par le SAGE.

Sont concernées les communes suivantes :

- |                    |               |                    |
|--------------------|---------------|--------------------|
| - Andelot-Morval   | - Loisia      | - Thoirette-Coisia |
| - Aromas           | - Monnetay    | - Thoissia         |
| - Broissia         | - Montfleur   | - Val-Suran        |
| - Cornod           | - Montlainsia | - Val-d'Épy        |
| - Cressia          | - Montrevel   | - Véria            |
| - Gigny            | - Nancuisse   |                    |
| - Graye-et-Charnay | - Pimorin     |                    |

## 2. État Initial de l'Environnement (EIE)

### 2.13 - Les contrats de rivières et Plans Pluriannuels de Gestion (p.21)

En complément des 2 contrats de rivière et du PPG du BV du Suran mentionnés et caduques, il est important d'ajouter **que l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) a été défini en 2024 sur le Suran** et ses principaux affluents, et qu'un plan d'actions a été produit dans ce cadre.

### 3.2.2 - Inventaires patrimoniaux (p.72)

Dans le paragraphe « Zones humides et milieux humides » sont listées les données disponibles sur le territoire. Il manque dans cette liste la mise à jour de l'inventaire des zones humides de la partie jurassienne du bassin versant du Suran, réalisée en 2023 dans le cadre de l'élaboration du **Plan de Gestion Stratégique des Zones Humides (PGSZH)** du SR3A.

### 3.3 – La trame verte et bleue (TVB) (p.89)

En complément des cartographie citées, il serait possible d'ajouter que le SR3A a produit par modélisation une **cartographie de la trame turquoise** sur la partie jurassienne du bassin-versant du Suran.

### 4.2.2 - Un risque inondation très présent (p.189)

Il est cité plusieurs phénomènes de risques d'inondation majeurs à l'échelle du territoire. Il semble que la **vallée du Suran** puisse être également évoquée au vu des enjeux, et notamment des risques de débordements sur Val-Suran et de ruissellements sur Val-d'Épy. Un **programme d'actions de prévention des inondations (PAPI)** est d'ailleurs en réflexion, porté par le SR3A et actuellement dans sa phase de programme d'études préalable (PEP).

## 3. Évaluation environnementale

### 2.4. - Risques naturels (p.26)

Dans le tableau des atouts et faiblesses du territoire face aux risques, il serait utile de mentionner le risque **d'inondation de la vallée du Suran** par débordement, et de Val-d'Épy par ruissellement.

## 4. Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)

### 3.2.1 - Préserver la biodiversité (p.47)

Outre les prescriptions visant à **préserver** les réservoirs et leurs fonctionnalités, il serait utile d'ajouter une prescription complémentaire visant à **restaurer** les espaces de bon fonctionnement (EBF) des cours d'eau, et autres continuités écologiques.

### 3.3.1 - Protéger les milieux aquatiques et économiser la ressource en eau dans un contexte de changement climatique (p. 51)

La prescription « Préserver et restaurer les zones humides, lacs et les cours d'eau pour une trame bleue plus résiliente » est bien développée. Il faudrait cependant **ajouter que l'EBF du Suran doit être intégré dans les documents infra SCoT.**

Il serait également possible de préciser les échéances. En effet, le SDAGE vise à retrouver un bon état écologique des cours d'eau d'ici 2027 (restaurer leur continuité écologique, privilégier des aménagements écologiques des berges, mettre en place les espaces de bon fonctionnement (EBF)).

## 5. Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)

### 3.2.1 - Préserver la biodiversité (p.85)

De la même manière que dans le PAS, outre les prescriptions visant à **préserver** les réservoirs et leurs fonctionnalités, il serait utile d'ajouter une prescription complémentaire visant à **restaurer les espaces de bon fonctionnement** (EBF) des cours d'eau, et autres continuités écologiques.

### 3.3.1. Protéger les milieux aquatiques et économiser la ressource en eau dans un contexte de changement climatique (p.106)

Parallèlement à la mise en œuvre de son plan d'actions, **l'EBF du Suran a vocation à être intégré dans les documents infra SCoT** : une prescription devrait être ajoutée en ce sens. Le SR3A peut vous proposer la formulation suivante (retour d'expérience d'un autre SCoT du territoire), à adapter à votre convenance :

« Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- Assurer la protection des cours d'eau par la définition d'une bande d'inconstructibilité, excepté pour :
  - o Les aménagements de sécurité pour la gestion du cours d'eau ;
  - o Les ouvrages hydroélectriques.
- Délimiter et protéger les espaces de bon fonctionnement (EBF) des cours d'eau en différenciant les enjeux et les règles : marge de recul autour des cours d'eau du territoire, espace de travaux, espace concerté.
- Préserver les rives des plans d'eau : « Les parties naturelles des rives des plans d'eau -1000 ha sont protégées sur une distance de 300 m à compter de la rive. Toutes constructions, installations, et routes y sont interdits » (L.122-12 du code de l'urbanisme). »

**Contacts :**

**Émilie GENELOT**

Chargé de projet biodiversité

07 63 18 48 24 - [emilie.genelot@ain-aval.fr](mailto:emilie.genelot@ain-aval.fr)

04 74 37 42 80 – [contact@ain-aval.fr](mailto:contact@ain-aval.fr)